

Notre expérience politique à Stalingrad (Paris 10°-18°-19°) dans la lutte contre la drogue
Chrétiens en forum (23 septembre 2007)

François Nicolas (Collectif *Stalingrad contre le crack*)
Stalingrad@noos.fr
fnicolas@ens.fr / fnicolas@ircam.fr

Je vous remercie de m'avoir invité. Mon intervention, comme vous allez vous en rendre compte, va se déployer à contre-courant de tout ce que j'ai entendu dans cette journée.

En recevant votre invitation, j'ai pris connaissance des thèmes organisant ces rencontres. Autant vous le dire franchement : je me suis demandé si cela avait un sens de venir vous parler de notre expérience étant donné qu'elle ne se reconnaît dans aucun de vos thèmes ; plus encore : notre problématique s'avère avoir pris le contre-pied systématique de tout ce que vous avancez comme « valeurs » — je vais vous exposer de quelle manière -.

Ce qui m'a convaincu d'accepter, malgré tout, de venir vous parler de tout cela, c'est le fait de m'adresser en cette occasion à des chrétiens, déclarés comme tels, appelant à la confrontation des points de vue. Je me suis dit : si cela n'a guère d'intérêt de m'adresser à un cortège d'élus, nous qui avons pris soin à Stalingrad de nous tourner toujours non vers les Mairies mais vers les gens du quartier, de toutes conditions, il m'intéresse par contre de m'adresser spécifiquement à des chrétiens pour leur demander au moins ceci : votre foi a-t-elle à ce point perdu son sel et sa saveur pour que votre discours ne sache plus que rivaliser avec les médias dans un conformisme de l'idéologie « citoyenne » ?

Martin Luther King, en 1963 (*Lettre de la geôle de Birmingham*, du 16 avril 1963), déplorait que l'Église ait perdu depuis longtemps sa foi des premiers temps et se contente désormais d'être « *un simple thermomètre indiquant les idées et les principes émis par l'opinion publique* ».

Les chrétiens en effet n'ont-ils pas mieux à faire que de répéter et commenter la vulgate occidentale sur les vertus « citoyennes » du parlementarisme dans les pays riches (le parlementarisme, pour dire quand même les choses telles qu'elles sont, est le mode de gestion étatique que le capitalisme préfère pour les pays riches), précisément au sortir d'une élection présidentielle qui a montré la dégradation ininterrompue et par étapes de la conscience politique de ce pays : *peoplisation* du suspense, américanisation de la confrontation, alignement des « débats » sur la figure du spectacle et du sport (qui va aller « en finale » du scrutin ? !!!). Bref, les chrétiens n'ont-ils vraiment rien d'autre à dire en propre, au nom de ce qui les singularise c'est-à-dire de leur foi en Jésus-Christ (et pas en l'Occident !), que de se rehausser comme adhérents à l'État parlementaire ?

Bref, il m'intéresse de venir vous solliciter sur ce point — « *Mais si le sel a perdu sa saveur, avec quoi sera-t-il salé ?* » — plutôt que sur des questions politiques en soi qui, comme vous allez le voir, nous sépare.

Il me faut rapidement vous présenter mon/notre différend proprement politique.

Je dirai que notre expérience de lutte contre le crack n'a pu se constituer, n'a pu à proprement parler exister – et c'est bien cette existence qui fait que vous avez entendu parler de nous et que vous avez eu l'amabilité de nous inviter aujourd'hui à venir en parler devant vous – qu'en assumant un certain nombre de ruptures par rapport au « modèle associatif et citoyen » que vous semblez prôner.

Énumérons ces ruptures.

Je précise : je ne vais pas vous raconter ici notre histoire, commencée en septembre 2001. Cela serait trop long et vous pourrez la trouver sur notre site www.entretemps.asso.fr/Stalingrad. Le but de ce forum, si je l'ai bien compris, n'est pas d'empiler les « cas » particuliers traités par une association ou par une autre mais bien de réfléchir sur leurs dynamiques politiques.

Laissez-moi donc vous exposer comment notre travail n'a pu exister qu'en assumant huit ruptures d'ordre politique par rapport au modèle ambiant et dominant de la « vie associative et citoyenne ».

Première rupture

Nous avons organisé notre travail sur le quartier en nous détournant des élus et en l'orientant vers les gens du quartier.

Les élus (qui ne sont pour nous nullement « nos » élus : ils se trouvent simplement être les gestionnaires d'un certain nombre de problèmes de « notre » quartier) connaissaient parfaitement la situation du quartier quant au crack : un pâté de maisons abandonné au trafic des dealers, des habitants terrés chez eux, des policiers ayant démissionné de leurs tâches ordinaires (interdire qu'une bande s'approprie l'espace public : les rues du pâté de maison – nommément la rue du Département). Depuis plus de deux ans, des habitants et commerçants n'avaient eu de cesse de solliciter ces élus qui les avaient complaisamment renvoyés vers les Comités de quartier, Commissions d'arrondissement et autres organismes-édredon ou comités Théodule...

Nous avons décidé de rompre avec cette démission infantilissante (véritable servilité de la pensée) consistant s'adresser aux élus pour leur demander de bien vouloir nous prendre en charge. Nous avons décidé de nous organiser sur le quartier pour nous adresser à tous ceux qui y vivent et/ou y travaillent. Pratiquement, nos manifestations ont décidé non pas de se terminer devant les mairies d'arrondissement (comme si leur véritable interlocuteur se situait là...) mais bien plutôt d'intervenir au cœur même du trafic, dans cette rue qui était accaparée par les dealers et où il s'agissait précisément d'affirmer que désormais, « la rue était aux habitants, pas aux dealers », de redonner confiance à tous dans notre capacité collective d'action et de pensée.

Deuxième rupture

Notre mobilisation ne s'est pas réclamée de l'idéologie du « citoyen » mais du brassage collectif de tous les habitants et commerçants du quartier.

Notre quartier, singulièrement le périmètre accaparé par « la scène ouverte du crack », est peuplé de beaucoup d'immigrés, dont une bonne partie est sans-papiers. Ces gens étaient précisément ceux qui se trouvaient le plus sous la coupe des dealers, et les maires des trois arrondissements les ignoraient benoîtement (ils n'appartenaient visiblement pas à la catégorie de « leurs » électeurs).

Un « citoyen », faut-il le rappeler, c'est en fait un électeur. L'idéologie du citoyen, c'est l'idéologie de l'électeur : rien là, comme l'histoire politique de France le prouve abondamment, qui soit très reluisant et qui excède une conception de la France comme *copropriété des Français* (d'où que les campagnes électorales n'excèdent guère cette figure subjectivement abaissée des assemblées générales de copropriétaires).

Notre mobilisation ne s'adressait donc pas aux « citoyens et électeurs » (et contribuables ?) du quartier mais à quiconque qui y habitait ou y travaillait, sans distinction, pour les convaincre qu'on pouvait ensemble descendre dans la rue affirmer un autre point de vue contre la drogue.

Troisième rupture

Nous avons refusé de nous constituer en association de 1901 pour privilégier une association de fait, qui n'existerait qu'à mesure de ce qu'elle fait et pense. Notre association de fait était sans président et secrétaire. Elle s'est autodissoute au bout d'un an, une fois notre travail fait (et bien fait). Depuis, nous restons, quelques-uns, regroupés toujours aussi informellement, pour continuer d'intervenir fois non sur les questions qui nous sont apparues dans notre mobilisation.

Une association s'institutionnalise en association 1901 quand elle veut être *reconnue* comme telle par les pouvoirs publics, par l'État et quand – corollaire de cette « reconnaissance » — elle souhaite obtenir de cet État des subventions (assorties, si possible, de quelque strapontin dans quelque obscure commission).

Nous n'avions nulle envie de subventions – faire un tract, réaliser des affiches, se réunir dans un café se finançait très facilement par nos propres moyens – et aucun désir d'être « reconnu » par les pouvoirs publics – c'eût été le meilleur moyen d'être neutralisé à l'intérieur du jeu institutionnel qui, précisément depuis deux ans, organisait l'étouffoir de la colère des gens du quartier -. Par ailleurs chacun de nous avait ses propres activités et aucune envie de s'affubler de quelque titre courtelinesque de *Président*...

Nous avons décidé que la seule reconnaissance qui compterait pour nous serait celle des gens du quartier. Et cette mesure aurait pour terrain d'épreuve la mobilisation sur le terrain, en particulier dans les manifestations et rassemblements auxquels on appelait dans la rue.

Quatrième rupture

Si nous nous mobilisons pour que « la police fasse son travail » dans notre quartier – travail de répression ordinaire contre les dealers de crack, personnes dont il faut rappeler que ce sont des criminels car le crack est la drogue la plus dégradante -, si nous décidons donc d’agir localement, nous ne voulions pas pour autant que notre action s’enferme dans la défense de notre paillason, dans un point de vue corporatiste d’habitants ou d’usagers. Nous ne nous considérons pas enfermés dans une colère d’habitants qui ne feraient que regarder à leur porte de palier ou d’immeuble et qui seraient incapables de prendre en compte la situation dans son ensemble.

Dès le début, nous avons donc associé notre mobilisation dans la rue à un travail de réflexion sur la drogue pour comprendre :

1. pourquoi aujourd’hui en France tant de drogués (seulement 2 000 junkies en 1970 mais 200 000 en 2000) ?
2. pourquoi la police ne faisait plus son travail minimum (interdire toute appropriation privée – par les dealers – d’une partie de l’espace public – les rues du périmètre devenu « interdit ») ?

Bref, nous nous concevions ici comme gens soucieux du pays – la France – et du monde, nullement comme électeurs – beaucoup d’entre nous ne l’étaient pas (moi-même, qui pourrait l’être, ne vote pas, par décision remontant à 1968...) -, nullement comme des gens voyant toute question par le petit côté, par le bout de leur nez, à la lumière de leur seul paillason.

Dois-je préciser que votre « mot d’ordre » - « *Ma commune, c’est mon affaire* » -, venant ouvertement de chrétiens, m’a paru un contre-témoignage :

- d’abord « commune » est une catégorie étatique, nullement sociale. Je ne vois nullement pourquoi un chrétien devrait s’identifier par l’instance étatique dont il relève. Les chrétiens *libéraux* que vous semblez être auraient-ils choisi de remplacer « paroisse » par « commune », « chrétien » par « citoyen » et « Évangile » par « démocratie » ? *Quand le sel s’affadit...*
- ensuite « *ma commune* » ! Et pourquoi pas « mon immeuble », « ma copropriété », « mon paillason » and C°... ! Le seul mot d’ordre recevable m’aurait semblé : « Le monde, c’est mon affaire » qui aurait quand même une autre allure que votre « ma commune, c’est mon affaire » !

Notre rupture était donc d’agir localement mais d’orienter notre action globalement en sorte que ce que nous faisons, n’importe quel autre quartier puisse le faire également.

Cette orientation n’est pas rhétorique : nous avons manifesté avec les quartiers mitoyens du 18° et nous continuons d’encourager les gens de la Goutte d’Or à s’organiser, dans leur quartier, contre la drogue comme nous l’avons fait dans le nôtre.

Bien sûr notre action étant locale a eu des effets locaux : la police s’est remise au travail et a chassé les dealers. Ceux-ci sont partis ailleurs – dans d’autres quartiers donc – mais ceci n’est pas de notre fait, mais du fait de la politique suivie en France par les pouvoirs publics qui *de facto* ont renoncé à une lutte conséquente contre la drogue pour privilégier la lutte contre le sida (le nom de cette politique publique désastreuse s’appelle « politique de réduction des risques », j’y reviendrai). Et c’est à cause de cette politique publique que les dealers ne sont pas pourchassés par la police mais tolérés dans un endroit puis un autre : la logique politico-policière de tout cela, c’est de parquer le trafic qu’on ne veut plus combattre à l’endroit où les plus démunis du peuple vont devoir le supporter. Il n’était pas question pour nous d’accepter cette logique en disant : puisque c’est comme cela, nous allons nous dévouer et endurer localement ce trafic. Nous avons mis en cause publiquement la logique générale de cette politique de réduction des risques en disant : pas de dealers dans notre quartier, et pas de politique de réduction des risques dans le pays !

Bien sûr, nous n’avons compris cela qu’au fur et à mesure de notre mobilisation, de notre travail (qui, encore une fois, n’était pas simplement de colère dans la rue mais également de réflexion et de prise de position politique). D’où la rupture suivante.

Cinquième rupture

Nous avons considéré la lutte contre la drogue comme une question politique, non comme une simple affaire d’ordre public (de police donc) ou comme une simple question d’ordre social ou médical (de soins ou d’aide aux toxicomanes). Nous avons donc pris le parti de *politiser* le débat sur la drogue.

En deux mots – le détail se trouve sur notre site – on peut synthétiquement affirmer ceci :

- La drogue a explosé en France depuis les années 80 – ces années cauchemar dont parle François Cusset dans son récent ouvrage *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980* (La Découverte, 2006) -.
- Cette explosion vient d'une explosion de la demande de drogues, nullement d'une explosion de l'offre (les dealers suivent la demande et ne la créent pas).
- La demande de drogues a explosé en France en liaison étroite avec le mouvement synchrone de dépolitisation générale et en particulier de la jeunesse. L'histoire dégage bien un phénomène de vases communicants : à époque de politisation, baisse ou effacement des drogues (voir pendant la guerre d'Algérie du côté des Algériens) ; à l'inverse, à époque de dépolitisation, croissance des drogues (voir cette fois ce qui s'est passé du côté des Noirs américains à partir du milieu des années 70, une fois décomposée leur dynamique politique d'émancipation).
- La conséquence, implacable : faire refluer en France l'idéologie et la pratique de la drogue – cette servitude volontaire – passe selon nous par une repolitisation du pays.

Que veut dire « repolitiser » la lutte contre la drogue ? Ceci introduit à notre sixième rupture.

Sixième rupture

Il en va sur ces questions de ce qu'on pense de ce pays, de son peuple, des contradictions qui le traverse, de sa place dans le monde – de ce que chacun en pense et de ce qu'on en pense collectivement : la pensée politique est une pensée collective, et c'est bien collectivement qu'on a dégagé sur Stalingrad une pensée neuve des politiques en matière de drogues... -.

La rupture essentielle a consisté à tenir que la politique – la vraie politique, celle qui mobilise les gens à la fois dans la rue et en pensée — ne se réduit nullement à une affaire de « politique publique » c'est-à-dire à la politique pratiquée par les pouvoirs publics.

En matière de drogues, la chose se présente assez simplement ainsi. Il y a

- d'un côté la répression – répression des dealers, qui est l'affaire exclusive de la police (nous avons refusé de nous constituer en milice privée pour les chasser), donc des pouvoirs publics ;
- d'un autre côté les soins – soins à apporter cette fois aux toxicomanes (pas aux dealers !) : c'est l'affaire des hôpitaux, donc une fois encore des pouvoirs publics (ce n'est pas aux associations de se substituer ici à la tâche des hôpitaux : quand elles le font – ou prétendent le faire -, c'est une catastrophe car en fait elles ne font que « prendre soin » du toxicomane – travail d'assistance sociale — en « oubliant » de le soigner réellement – cliniquement -). Tout un pan de la désastreuse « politique de réduction des risques » joue ici sur les mots – langue de bois, inventée ad hoc — en faisant croire qu'elle s'occupe des soins aux toxicomanes alors qu'elle ne fait qu'en prendre socialement soin (en anglais *to care*) en refusant de les soigner médicalement (*to cure*) de leur toxicomanie ;
- enfin la prévention : c'est évidemment la question-clé (la répression concerne les dealers, les soins concernent ceux qui sont déjà toxicomanes ; la prévention concerne par contre ceux qui ne sont pas encore tombés dans cette servitude). C'est la prévention qui agit véritablement sur la demande (la répression est répression de l'offre ; les soins vont faire baisser la demande, mais seulement à la marge). Or la prévention n'est pas affaire véritable des pouvoirs publics mais affaire de tout le monde, de tout un chacun, d'un père ou d'une mère, d'un frère ou d'une sœur, d'un ami ou d'un copain, d'un éducateur ou d'une fiancée, de tel groupe sportif ou de tel collectif musical, etc. La prévention est affaire de la société, nullement de l'État, lequel chaque fois qu'il se mêle de prévention en matière de drogues – et il le fait beaucoup trop aujourd'hui – le fait très mal : en « instruisant » des différences entre cannabis et héroïne, en en appelant à la peur du gendarme et aux risques encourus (là où le jeune est précisément en quête bien compréhensible de nouveaux risques à affronter) alors que toute prévention véritable de la drogue doit surtout montrer qu'il y a pour un jeune aujourd'hui en France beaucoup plus intéressant à faire qu'à se droguer, qu'il n'est pas condamné à ne rien vouloir.

Nous pensons en effet que le drogué est un nihiliste, quelqu'un qui choisit la servitude volontaire de la drogue parce que celle-ci lui permet au moins de donner sens à son existence, de mettre sa journée sous une loi véritable, d'intensifier sa vie. Le nihilisme, c'est lorsqu'on pense « *Mieux vaut vouloir le rien que ne rien vouloir* ». C'est quand on croit être condamné – par l'esprit du

temps – à ne rien pouvoir vouloir et qu'on préfère alors (comment ne pas le comprendre dans ces conditions ?) vouloir le rien (l'autodestruction, la mort...).

Aux jeunes fascinés par le nihilisme – ce nihilisme que précisément notre « démocratie parlementaire occidentale » entretient en lui proposant pour toute horizon la figure comique du citoyen attaché au marché et venant religieusement déposer son petit bulletin dans l'urne (faut-il rappeler que l'acte de voter est l'acte irresponsable par excellence : l'acte qu'on cache – qu'on doit même cacher, faute de quoi le vote ne serait pas décompté – et dont on n'a ensuite aucun compte à rendre ? Bref, pas de quoi en faire une fierté, moins encore chrétienne !), à ces jeunes donc, il faut montrer qu'on peut vouloir quelque chose qui ne soit pas un rien : qu'on peut vouloir la musique (je suis compositeur), qu'on peut vouloir l'amour (je suis amant de ma femme), qu'on peut vouloir la politique (je suis militant), mais qu'on peut aussi vouloir les mathématiques (je suis un peu matheux), la peinture, la poésie, ou même le sport... C'est cela la prévention. Et convaincre de cela chaque jeune de ce pays ne peut être que l'affaire collective de tous ceux qui sont ici, dans ce pays – peu importe leur nationalité, leur statut social, leur âge, leur religion, etc. -, nullement une tâche que l'État puisse sérieusement prendre en charge.

Bref, la politique en matière de drogues ne se réduit nullement à une affaire de politique publique (ou étatique) et elle n'a nullement le pouvoir d'État (« les pouvoirs publics ») comme centre de gravité subjectif.

Pour autant, nous ne nous sommes pas désintéressés des questions de « politique publique » en matière de lutte contre la drogue. Nous avons même élaboré une nouvelle voie – que nous avons appelée « politique publique de soins » — en sorte d'ouvrir une brèche dans les deux politiques publiques dans lesquels on voulait enfermer le champ des possibles : d'un côté la politique répressive (à l'américaine – disons une politique de droite), de l'autre la « politique de réduction des risques » (à la Suisse — disons une politique de gauche).

Cette politique *publique* de soins, que nous appelons de nos vœux tout en refusant de nous organiser en lobby pour sa promotion et sa mise en œuvre – nous n'avons aucune envie de nous présenter à quelque élection que ce soit -, mettrait au cœur du rapport des pouvoirs publics aux toxicomanes leur dimension de *malades* plutôt que de *délinquants* (logique de la politique répressive) ou de *victimes* (logique de la politique de réduction des risques). Elle continuerait bien sûr la répression des dealers et du trafic mais prendrait sérieusement, à bras-le-corps (en y mettant en particulier les moyens budgétaires adéquats) le soin clinique de ce qui, pour beaucoup de toxicomanes (pas tous : environ la moitié...) prend la forme d'une vraie maladie. Cette politique publique de soins pourrait avoir pour fer de lance un Samu-toxicomanie dont nous avons élaboré le projet sous forme d'un rapport déposé auprès des différents ministères, y compris le premier d'entre eux.

Inutile je pense de vous préciser que les rapports qu'on a ainsi distribués ont dû aller directement dans la poubelle des ministres contactés, qui n'ont pas ici agi différemment des trois maires d'arrondissement dans nos quartiers : on n'a eu aucune réponse, même pas d'accusé de réception. Mais au moins, notre rapport est disponible sur le web, et pour notre compte, nous avons bien fait le travail que nous estimions nous revenir.

Sur le fond, nous savons bien qu'un changement de politique publique en cette matière ne pourrait procéder que d'une repolitisation massive de ce pays, repolitisation dont la séquence proprement comique de la dernière élection présidentielle ne fait que nous écarter un peu plus.

D'où notre septième rupture

Septième rupture

Politiser vraiment les choses, c'est – comme on l'a vu — prendre ses distances avec l'idée que la politique aurait pour cœur la question de la politique publique, de la politique étatique, bref que la politique aurait pour cœur la question du pouvoir et de l'État.

Cela a pour conséquence pratique de récuser la dualité parlementaire gauche/droite, ce totem comique de nos pays riches occidentaux.

Faut-il vraiment que des chrétiens comme vous viennent baptiser évangélique cette farce ? Qu'avez-vous vraiment à y gagner *comme chrétiens* ? En quoi votre foi en une transcendance agissante ici même peut y trouver point d'appui ? Pourquoi ainsi laïciser, séculariser votre foi en une vulgate tiède, conformiste et sans saveur propre ? À quoi peuvent bien servir des chrétiens qui répètent, en plus mou et plus docte, les formules éculées du « grand élan citoyen des présidentielles » ? Croyez-vous

vraiment que votre souci d'éclairer le monde sera pris au sérieux si vous fixez pour horizon spirituel la perspective... des prochaines élections municipales ? !!

S'il faut entendre des chrétiens ayant une parole qui ne soit pas de langue de bois, allez écouter celle de Valère Novarina qui était conférencier de Notre-Dame ce printemps et dont *L'acte inconnu* a été joué cet été à Avignon et l'est aujourd'hui à Paris (théâtre de la Colline). Cet homme de théâtre sait que le parlementarisme relève d'un registre comique quand il prétend faire cause subjective (campagnes électorales) de sa gestion fonctionnarisée des deniers publics, quand il prétend élever sa vision étatique et policière des choses à la dignité « d'un choix de société ».

Lisez-le, quand il met en scène

« *le Sous-Secrétariat à la Direction de l'Autorité à déléguer les Tâches chez Total Total, les comités Rêve-Général, le Trésorier d'Après moi le Déluge, la Délégation à la concordance des utopies possibles dans la différence plurielle, les Désanimés vitaux, le Tribunal des déprimés Citoyens-citoyens et leurs clubs, les Demeurés gagnants et le public de Perspectives-routières-prospères, les collectifs "Combien-ça-coûte ?", les forums Désir-réalité* »... (*L'acte inconnu* : P.O.L. ; 2007 ; p. 62)

Allez rire à la farce des campagnes électorales :

Le candidat céladon : Avoir foi dans la confiance ! Prévoir un projet !

La candidate amarante : Le silence des mots ! Le parti pris d'en parler !

La candidate outremer : La réalisation du réel selon les potentialités du possible.

Le candidat fuschia : Notre futur est votre avenir. Donnez-nous votre présent. Votre argent m'intéresse.

Le candidat céladon : L'ensemble réuni. La violence du calme. La réalisation du réel. Trou pour le mou. Bout pour le tout. Choux pour le doux. Je doute de tout !

Le candidat vermillon : Faut que ça bouge : Osez-moi. » (*id.* p. 70)

Huitième rupture

La politique, c'est non pas la gestion de la réalité et de ses supposés « possibles ». C'est lorsqu'on pense collectivement un « devoir être ». C'est lorsqu'on prescrit, en pensée et en acte, ce qui doit être (et qui n'est pas !). C'était déjà le principal reproche que Tolstoï adressait aux chrétiens de son temps, en particulier dans son Journal, le même reproche somme toute que Martin Luther King adressait à l'Église du début des années 60 : se présenter comme fonctionnaire de ce qui est plutôt qu'en visionnaire de ce qui *doit* être.

Je viens ainsi d'entendre Bertrand Cassaigne nous faire l'éloge de cette dialectique « associative » du « cocktail Molotov dans une main et de la sébile dans l'autre », fixant ainsi pour horizon indépassable à nos mobilisations l'ajointement d'une colère frustrée et d'une quête miséreuse adressée aux haut placés, bref, le vieil alliage *anarcho-syndicaliste* qui gueule d'autant plus bruyamment dans la rue (et au comptoir...) qu'il se prépare à négocier sa subvention annuelle avec « son » fonctionnaire attiré.

Ce n'est pas par hasard, au demeurant, si cette perspective anarcho-syndicaliste promptement repeinte aux couleurs de l'Évangile nous vient de qui a dirigé, dans la revue *Projet*, ce qu'il faut bien appeler un très mauvais dossier sur *Les mécomptes de la drogue* (n° 282, septembre 2004) : dossier conformiste, soutenant sans vraiment oser le revendiquer la catastrophique politique de réduction des risques, reprenant ainsi ses mensonges en langue de bois, ses postures faussement humanistes et ses figures manipulatrices en sorte ainsi de faire passer pour naturel et allant de soi ces orientations de politique publique dont nous avons appris, à nos dépens, qu'elles constituaient la véritable raison pour laquelle la police ne faisait plus rien et les pouvoirs publics laissaient les plus démunis de notre quartier à la merci des dealers de crack...

Un article, il est vrai, échappe à ce délayage : celui de Michel Jaouen qui, homme de terrain, ne se paye pas de mots et soutient que « *ce qui est catastrophique, c'est de remplacer l'héroïne par des produits de substitution* » (ce qui constitue, précisément, la mesure-phare de la politique de réduction des risques). Mais le dossier s'attache à noyer cette singularité (plutôt qu'à l'exhausser) dans la *nov'langue* convenue (« *usager* », « *complexité* », « *expertise* », « *santé publique* »...) de la réduction des risques...

Si j'avais un souhait à exprimer, ce serait que la revue *Projet* remette la question politique des drogues sur le métier et prépare un nouveau dossier, cette fois plus éclairé et plus éclairant, mettant en relief la

diversité des politiques publiques et des politiques tout court envisageables en matière de drogues plutôt que promouvant en cachette la politique de réduction des risques, celle qui emporte l'adhésion de la droite comme de la gauche pour une raison somme toute très simple, et consciencieusement dissimulée dans ce dossier : c'est la politique publique qui coûte le moins cher « au contribuable », ce « citoyen » de base...

*

Si des chrétiens doivent agir et parler *comme chrétiens* sur toutes ces questions, agir en particulier pour l'émancipation de ceux qui sont dans la servitude volontaire, ce n'est pas en ayant les yeux tournés vers le pouvoir et l'État, en conseillant aux gens d'adresser leur requêtes aux élus et ministres...

D'un simple point de vue chrétien, une voie autrement consistante me semble se dessiner autour de l'association *Aux captifs la libération* du défunt Patrick Giros (avec qui j'ai agi dans la TVAS en direction des « blousons noirs » à la fin des années 60...) qui intervient dans la rue auprès des clochards et des toxicomanes, non pas avant tout comme assistance sociale (fonction, au demeurant, bien utile) mais comme invitation à la foi chrétienne : voilà en effet des chrétiens qui vont publiquement soutenir que pour eux, l'existence est intensifiée par leur foi, par leur conviction que toute leur vie se tient devant un Dieu personnel et qui vont faire de cette orientation une proposition concrète pour tout un chacun, pour n'importe qui, y compris pour un clochard ou un drogué, proposition qui prend aussitôt pour forme immédiate celle du partage offert d'une prière dans la rue.

Je suis de ceux « qui ne croient pas au ciel », mais je trouve cette logique de foi consistante et respectable. Je ne sais si cette logique « marche » — je me doute d'ailleurs que les critères pour évaluer ce que « marcher » veut dire en matière de prière et de foi ne sont pas forcément mes critères d'athée... — mais au moins, voilà des hommes et des femmes qui soutiennent une voie originale, qui fixent une perspective singulière, qui s'adressent à quiconque avec des pratiques et une langue propres et qui ont donc une parole qui ne se fonde pas dans le paysage journalistique...

Pardonnez-moi d'enfoncer une dernière fois le clou : ce type de chrétien ne s'adresse pas « *aux élus, bien entendu* [!] *mais aussi aux responsables associatifs* » ; il n'a pas pour « *ambition* [!], *modeste mais centrale* » de « *faire fructifier, d'honorer* [!], *de respecter les récents scrutins comme le prochain scrutin de proximité* » (voir votre texte introductif). Il assume ce qui singularise sa vie et vient le proposer comme ce qui est possible aujourd'hui à tout un chacun de *vouloir* (est-ce à un athée de rappeler qu'une Thérèse de Lisieux, comme semble-t-il une Mère Teresa, pouvait écrire : « je ne sais pas si je crois, si j'ai la foi, mais je sais que je *veux* croire et que j'oriente ma vie en conséquence »).

Il me semble que nos différentes ruptures par rapport à ce qui semble constituer la doxa de *Chrétiens en forum* sont ainsi compatibles avec une foi chrétienne véritable, non pas qu'elles convergent avec une telle foi mais qu'en tous les cas elles ne s'y opposent pas.

C'est cela que je voulais soutenir devant vous, non par provocation – en extériorité donc à vos préoccupations – mais en essayant de configurer nos orientations en intériorité à votre problématique de chrétien, en misant sur le fait que votre invitation à venir débattre avec vous pouvait m'autoriser à une telle franchise et me laisser croire que vous pourriez entendre – je ne dis pas *approuver* – mon propos qui se présente de manière inhabituelle, pour vous comme pour moi, comme un véritable « sermon ».

Comme nous sommes un dimanche matin, veuillez recevoir cela comme une manière de rendre hommage, avec un peu d'humour, à votre culture chrétienne.

—